

Récépissé n°0149/14/03/01/HAAC

N°544 du 18 Septembre 2017

Prix : 250F CFA

Nouvelle OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations générales, d'analyses et de publicité

Afrobasket 2017:
La Tunisie s'offre le titre à domicile face au Nigeria ^{P7}



ECOLE DE L'AVENIR, RENFORCER LE POTENTIEL DES JEUNES :

^{P.5} **Un projet lancé officiellement par le ministre Georges Aidam**

ATELIER RÉGIONALE SUR LA PRÉVALENCE DU VIH/SIDA LE LONG DU CORRIDOR :

^{P.5} **Les acteurs engagés à améliorer la situation des populations clés et vulnérables**

MIEUX PROMOUVOIR LA BONNE GOUVERNANCE DANS LES PAYS DE LA CEDEAO :

^{P.6} **Les membres des sections nationales outillés pour un bon plaidoyer auprès des Etats**

Réformes constitutionnelles au Togo : **Départ immédiat de Faure Gnassingbé ou la peur des urnes?** ^{p3}



Le Président Faure Gnassingbé



Jean-Pierre Fabre (CAP2015/ANC)



Brigitte Adjamagbo-Johnson (CDPA)



Paul Dodzi Apevo (FDR/Gp des Six)



Atchadam Tikpi (PNP)

Déclaration de la Conférence des Évêques du Togo :



Les hommes de Dieu appellent les populations à la non violence ^{P4}



www.annuairestogo.tg



**Nous sommes l'outil
qu'il vous manque.**



Renforcez votre visibilité



Augmentez votre impact

Powered by
TECH Software

Réformes constitutionnelles au Togo : Départ immédiat de Faure Gnassingbé ou la peur des urnes ?

Depuis la modification de la constitution de 92 en 2002, le Togo, il y a 11 ans est en pleine course pour un retour de cette constitution. L'opposition a beaucoup mouillé le maillot dans les rues, malgré certaines concessions faites par le gouvernement.

On se souvient qu'en 2014, le gouvernement avait déjà introduit un projet de loi en vue des réformes constitutionnelles et institutionnelles. Tout était prêt d'être conclu quand certains esprits maléfiques ont trouvé bon d'orienter le débat vers l'adoption d'une loi fondamentale qui exclut un président démocratiquement élu.

Tout le monde sait que partout, la loi ne dispose



Le Président Faure Gnassingbé

beaucoup d'autres. C'est sous la même constitution de 1992 modifiée que Faure Gnassingbé a pris le décret consacrant Fabre comme le chef de file de l'opposition dont il continue de tirer profit. Aujourd'hui, le Togo est à



Atchadam Tikpi (PNP)

que pour l'avenir. On ne sait par quel mécanisme juridique, l'opposition avait jugé bon de demander la rétroactivité de la loi pour exiger le départ de Faure Gnassingbé qui à l'époque, était dans la 4e année de son quinquennat en cours. Là-dessus, les deux protagonistes ne s'étaient pas entendus, laissant pourrir les bonnes volontés marquées par le gouvernement.

Faure Gnassingbé fut réélu à plus de 50% des voix des Togolais sous le régime de la constitution de 1992 modifiée.

Quoiqu'on dise, c'est sous cette constitution de 1992 modifiée que tous les députés à l'assemblée nationale actuelle sont élus comme

la croisée des chemins. Le retour à la constitution de 1992 n'était pas en réalité le vœu si cher à toute la classe politique de l'opposition ; tous étant lancés dans la réclamation des réformes, réformes dont personne n'a la précision. Il a fallu un Tikpi Atchadam pour ramener l'ensemble de l'opposition à opter pour le retour systématique à la constitution de 1992.

Mais la question est de savoir si la constitution de 1992 engage l'ensemble des Togolais aujourd'hui ?

On a souvenance qu'avant 1992, tout comme après 1992, il y a eu des Togolais qui ont acquis l'âge de la majorité, donc de vote. Lorsqu'on exige un retour

pur et simple à cette constitution en refusant toute concession qui riment avec l'évolution dans le temps, il est impérieux de se demander qui d'entre les votants de la constitution de 1992 et tous les Togolais n'ayant pas l'âge de voter à cette époque et qui aujourd'hui ont atteint ce seuil représentent la majorité des Togolais ? Les enfants nés 10 ans avant 1992 et 3 ans après cette même année sont en droit de voter aujourd'hui. Mais ceux qui croient que tous les Togolais se retrouvent dans la constitution de 1992, qu'est-ce qui prouve que cette constitution reflète la volonté de tous les Togolais en âge de voter aujourd'hui ?

De 1992 à nos jours, il y a eu beaucoup de temps, beaucoup d'évolutions. Les élus du peuple doivent le comprendre et s'y adapter. C'est pourquoi, à l'assemblée nationale, ils ont le devoir de se transcender, de comprendre que le Togo doit



Paul Dodzi Apévon (Groupe des Six/FDR)

évoluer dans le temps, faire des concessions dans l'intérêt des Togolais puis voter des lois impersonnelles, dans le strict respect des normes juridiques.

Le Paradoxe

A supposer que la loi soit votée en prenant en compte la limitation du mandat des députés, serons-nous amenés à exclure immédiatement les députés à l'assemblée nationale actuelle qui ont déjà fait plus de deux mandats sous prétexte que nul ne peut faire plus de deux mandats ?

mes juridiques universellement reconnues.

Les élus du peuple doivent comprendre que le Togo veut se conformer aux constitutions démocratiques connues dans le monde. L'urgence ici, n'est pas de s'acharner sur une personne ou un citoyen. Il s'agit de nous donner un nouveau départ, une nouvelle orientation.

Les députés face à l'histoire

Aujourd'hui, les Togolais comme le monde entier ont le regard tourné vers l'assemblée nationale. C'est



Jean-Pierre Fabre (CAP2015/ANC)

A supposer également que la loi modifie le mandat du chef de l'Etat à 7ans renouvelable une fois, allons-nous demander à Faure Gnassingbé d'ajouter deux ans à son mandat qui en principe finit en 2020 ? Soyons raisonnables et sérieux ! Ou bien le monde de l'opposition se sait incapable de battre Faure Gnassingbé dans les urnes ou il abdique devant les nor-

aujourd'hui ou jamais qu'il faut avancer. C'est aujourd'hui ou jamais qu'il faut tout refaire. Il faut y aller avec raison. Le peuple observe et avisera d'où viendra la mauvaise foi.

Demander à un président élu de quitter purement et simplement le pouvoir est une fuite en avant, une lâcheté, une preuve d'incapacité à battre le challenger dans les urnes. Le peuple n'est pas l'émanation d'un camp politique. Le peuple est divisé entre la majorité au pouvoir et l'opposition.

A vouloir parler dans un camp de ce peuple, on risque de conduire le pays dans des lendemains incertains, lorsque l'autre peuple voudrait se prononcer. Faure Gnassingbé, qu'à cela ne tienne, a été élu à un pourcentage connu de tous par le peuple.

Tchagnao

Déclaration de la Conférence des Évêques du Togo :

Les hommes de Dieu appellent les populations à la non violence

Le Togo est sous la pression de la rue avec des mobilisations de l'opposition pour réclamer les réformes constitutionnelles et institutionnelles. Pour anticiper les choses, le gouvernement togolais, en conseil des ministres a adopté un avant-projet de loi qui a été envoyé à l'assemblée nationale. L'examen de ce projet introduit à l'assemblée nationale a connu des durcissements de position de l'opposition qui visiblement n'est pas prête à privilégier la voie du dialogue et de la concertation gage de tout apaisement politique. C'est ainsi que vendredi dernier, lors des débats à la commission des lois, l'opposition s'est obstinée à claquer la porte.

Vu la situation qui prévaut actuellement dans le pays, la Conférence des Évêques du Togo n'est pas restée de marbre. Dans un communiqué rendu public, les hommes de Dieu, en citant un verset de la bible (Ezéchiel 33,7-9) tire la sonnette d'alarme suite à la crise politique que traverse le pays. La CET a jugé opportun d'organiser dans tous les diocèses, une prière de supplication en faveur de la paix, plus précisément en faveur des réformes institutionnelles et constitutionnelles.

A l'analyse, les évêques ont tout dit sauf de rester dans la ligne d'équilibristes qui devraient s'adresser de façon impartiale. Les évêques en effet se sont contentés de fustiger une partie des

protagonistes de la scène politique sans dire la part de responsabilité de l'autre camp, l'opposition. Les hommes de Dieu devraient en réalité prendre de la hauteur pour révéler certains excès de la part des militants lors de certaines manifestations qui frisent de l'incivisme, de l'intolérance, et de la radicalisation. Les évêques devraient attirer l'attention de ceux qui fuient les débats en durcissant en tous sens leurs positions. Ils devraient aussi appeler les acteurs politiques à mettre rien que le Togo au devant et à privilégier sincèrement des pistes juridiques universellement connues pour résoudre la crise qui secoue le pays. Le discours est là, les mots à leur place et la rédaction de nouvelle opinion vous les publie intégralement.

" Et toi, fils d'homme, je fais de toi un guetteur pour la maison d'Israël. Lorsque tu entendas une parole de ma bouche, tu les avertiras de ma part. Si je dis au méchant : "Tu vas mourir", et que tu ne l'avertis pas, si tu ne lui dis pas d'abandonner sa conduite mauvaise, lui, le méchant, mourra de son péché, mais à toi, je demanderai compte de son sang.

Au contraire, si tu avertis le méchant d'abandonner sa conduite, et qu'il ne s'en détourne pas, lui mourra de son péché, mais toi, tu auras sauvé ta vie ". (Ezéchiel 33,7-9)

Chers fils et filles du Togo,
Interpellée par cette parole de Dieu adressée au prophète Ezéchiel, la Conférence des Évêques du Togo n'a cessé de tirer la sonnette d'alarme sur la crise que traverse notre Pays. Vivement préoccupée par la situation sociopolitique que nous vivons depuis quelques semaines, elle a jugé opportun d'organiser dans tous les diocèses, une prière de supplication en faveur de la paix, plus précisément en faveur des réformes institutionnelles et constitutionnelles.

Son objectif est d'implorer la lumière de l'Esprit Saint sur les plus hautes Autorités de notre Pays afin qu'elles opèrent urgemment les réformes demandées par le peuple conformément à la Constitution de 1992. La Conférence des Évêques du Togo attache une importance particulière à ces réformes sans lesquelles il est impossible de ramener la paix et la cohésion sociale dans notre Pays. Elle est convaincue qu'elles sont indispensables à notre vivre ensemble et invitent les protagonistes à s'inscrire dans une démarche responsable, sincère et constructive.

Par ailleurs, la Conférence

des Évêques du Togo exprime sa vive inquiétude face aux nouvelles qui lui parviennent au sujet de répressions en cours dans notre Pays ainsi que d'appels à la haine ethnique à travers les réseaux sociaux. De telles attitudes ne font que compromettre davantage la paix sociale déjà si fragile dans notre Pays. Ils appellent à un usage responsable de tous les médias et réseaux sociaux en vue de sauvegarder la cohésion sociale.

Les Évêques sont particulièrement préoccupés par les violences exercées par les Forces de l'Ordre et de Sécurité sur les populations dans certaines localités de notre Pays, après les manifestations des 6 et 7 septembre 2017. Ils condamnent l'usage excessif de la force contre des concitoyens, parfois jusque dans leurs propres domiciles. Les Évêques estiment que les auteurs de ces actes ainsi que leurs commanditaires déshonorent le corps auquel ils appartiennent ainsi que la foi qu'ils professent.

Les Évêques exhortent, en particulier, l'Armée à adopter une attitude républicaine de neutralité en évitant toute immixtion dans le débat poli-

tique, conformément à notre Constitution. De même, ils invitent les responsables des Institutions de la République à éviter d'afficher publiquement leur appartenance politique.

Les Évêques demandent aux



Les évêques du Togo (Photo archive)

leaders politiques de notre Pays d'éviter d'organiser le même jour des manifestations antagonistes, de peur que ces rassemblements ne débouchent sur des affrontements aux conséquences imprévisibles. De même, ils invitent les populations à ne pas céder à la tentation de commettre des actes de violence ou des représailles contre leurs frères et sœurs d'autres convictions politiques.

Pour tout cela, les Évêques invitent les fidèles à continuer de prier pour notre Pays le Togo dans leurs paroisses, les CCCB et les diverses associations, afin qu'une paix durable s'établisse dans les cœurs des concitoyens et que se calment les tensions sociopolitiques qui secouent notre Pays.

Nous supplions le Seigneur de nous pardonner nos péchés et de nous donner le courage d'opérer les changements vivement attendus par notre

Peuple.

Prière pour la paix au Togo.

Bénédiction finale

Fait à Atakpamé, le 14 septembre 2017_

En la fête de la Croix Glorieuse

S.E. Mgr Benoît ALOWO-NOU, Évêque de Kpalimé
Président de la C.E.T.

S.E. Mgr Denis AMUZU-DZAKPAH, Archevêque de Lomé, Vice-président de la C.E.T.

S.E. Mgr Isaac Jogues GAGLO, Évêque d'Aného

S.E. Mgr Nicodème BARRIGA-BENISSAN, Évêque d'Atakpamé

S.E. Mgr Jacques LONGA, Évêque de Kara

S.E. Mgr Célestin-Marie GAOUA, Evêque de Sokodé

S.E. Mgr Dominique GUIGBILE, Évêque de Dapaong

S.E. Mgr Philippe KPODZRO, Archevêque Émérite de Lomé

S.E. Mgr Jacques N.T. ANYILUNDA, Évêque Émérite de Dapaong

S.E. Mgr Ambroise DJOLIBA, Évêque Émérite de Sokodé.

Baisse de la TVA

sur les produits de première nécessité

18%

10%

PRODUITS ET SERVICES	NOUVEAUX TAUX DE LA TVA
Lait non transformé, Riz à l'exception du riz de luxe, Terminals mobiles et équipements informatiques, Opération de crédit-bail dans les transports, Matériels de production d'énergie renouvelable	0%
Tissu kaki et tissu imprimé (pagne), Huile alimentaire, Sucre, Farine de céréales (blé, etc.), Pâtes alimentaires, Lait manufacturé, Aliments pour bétail et pour volailles, Poussins d'un jour, Matériels agricoles, Services de location et réparation de matériels agricoles, Hébergement et restauration des touristes	10%

FEDERER POUR BATIR
www.otr.tg

Nouvelle
OPINION

Hebdomadaire togolais d'informations
généralistes, d'analyse et de publicité
 Récepissé n°0149/14/03/01/HAAC
 Siège: Adidoadin, PAvée prolongée,
2ème carré après Pharmacie
Le Galien

Directeur de Publication:

El Hadj TCHAGNAO Arimiyao
 Cel: 91 36 37 55
 jeantchagnao@yahoo.fr

Secrétariat de la Rédaction:

Agbékponou Junior
 Rédacteurs :
 Tchagnao
 El Hadj Arimiyao
 Agbékponou Junior
 Ramzad
 Maroïne Tchagnao
 Dalikou Lynda A.

Imprimerie:

IMPRIMERIE RAD GRAPHIC Sarl U.

Tirage :

2.000 exemplaires

Ecole de l'avenir, renforcer le potentiel des jeunes :

Un projet lancé officiellement par le ministre Georges Aidam

Le 15 septembre dernier a eu lieu à Lomé, le lancement officiel du projet "Ecole de l'Avenir- Renforcer le potentiel des jeunes". Cette cérémonie de lancement a connu la présence du Ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle, de la directrice générale de Bornefonden, des structures intervenant dans le domaine de l'éducation et un parterre de journalistes.

Initié par l'ONG Bornefonden et le Groupe Implement Consulting, ce projet sera exécuté avec l'appui technique de l'institut national des Sciences de l'Education et l'Université Pédagogique du Danemark. Pour la directrice de l'ONG Bornefonden, cette initiative est très particulière en ce sens que les jeunes constituent une cible que pendant plusieurs années son institution ne mélange aucun effort pour accompagner. Il est donc important, selon elle, de travailler avec les jeunes en ce qui

concerne leur santé de reproduction, leur éducation en mettant l'accent sur leur entrepreneuriat. En Afrique, les jeunes représentent une proportion très importante et l'avenir des peuples repose sur la jeunesse. Ainsi la directrice de Bornefonden a expliqué que "Ecole de l'Avenir- Renforcer le potentiel des jeunes", est une initiative qui sera mise en œuvre avec pour point d'orgue, mettre un accent particulier sur l'enseignement et travailler avec les jeunes. Elle a également expliqué que 5 partenaires seront mis à contribution sur ce projet tel que l'INSE, l'université Pédagogique de Danemark, le ministère de l'Education du Togo, le Groupe Implement Consulting et l'ONG Bornefonden.

Le ministre de l'enseignement technique et de la formation professionnelle Georges Aidam, a, pour sa part témoigné sa profonde gratitude à l'ONG Bornefonden et le



La table d'honneur lors de la rencontre

Groupe Implement pour cette initiative. Le Ministre a rappelé que le Togo est engagé dans la voie de l'excellence avec pour perspective d'occuper une place de choix dans la sphère des pays émergents. Il a également indiqué que selon l'agenda "Education 2030", des efforts sont initiés par le gouvernement ces derniers temps pour revaloriser l'enseignement technique et la formation professionnelle.

Selon le ministre de l'enseignement technique et de la

formation professionnelle, c'est une vision qui a été prise en compte par le Programme National de Développement.

"Il est donc indéniable que le sous-secteur de l'enseignement technique et le formation professionnelle demeure l'un des leviers indispensables à la réalisation de cette vision" a reconnu le ministre Aidam. Il a souligné que son département

prépare les jeunes à prendre la relève par l'acquisition de compétences pour leur permettre d'exercer un métier dans la vie active.

Pour finir M. Georges Aidam a insisté sur le fait que ce projet dont le lancement a lieu ce jour contribuera à coup sûr à renforcer les compétences techniques des enseignants sur les nouvelles méthodes d'apprentissage et à créer chez les jeunes, l'esprit d'entrepreneuriat. Il n'a pas manqué de renouveler ses reconnaissances à Bornefonden, au Groupe Implement et à l'INSE pour leur soutien au système éducatif togolais en espérant que les expériences du Danemark s'étendront à l'ensemble des établissements de l'enseignement technique et de la formation professionnelle.

Antarou

Atelier régionale sur la prévalence du VIH/SIDA le long du corridor : Les acteurs engagés à améliorer la situation des populations clés et vulnérables

Dans le cadre du projet de prévention du VIH/SIDA sur le long du corridor Abidjan-Lomé, un atelier régional a regroupé le mercredi 13 septembre 2017 les acteurs dans les locaux de l'hôtel Onomo. L'objectif c'est d'échanger et de réunir toutes les forces des cinq pays du corridor pour partager les expériences et mettre en place une plateforme d'échange afin d'améliorer la situation des populations clés et vulnérables le long du corridor.



Photo de famille des participants

Pour réduire la prévalence du VIH/SIDA dans les cinq pays du corridor Abidjan-Lagos, des efforts ont été faits au niveau des pays de l'Afrique de l'Ouest. Cependant cette prévalence reste concentrée auprès des populations clés comme les professionnels de sexe, les hommes qui entretiennent des rapports entre eux ainsi que les consommateurs de drogue, les personnes vivant avec le VIH. Ce qui fait que par peur de se faire remarquer par les

autres, ces populations qui adoptent ce comportement ne vont pas directement à l'hôpital pour se faire soigner. Une situation qui représente aujourd'hui un handicap pour la population passereille c'est-à-dire la population générale, les routiers, les migrants, les jeunes filles, garçons, hommes et femmes tout au long de ce corridor.

Pour ce travail qui se fait depuis deux ans, il est important selon KONE Idrissa secrétaire exécutif de l'organisation du corridor Abidjan-Lagos de

réunir leur force pour discuter autour d'une table afin de trouver une solution au plan social, culturel et juridique pour que ces personnes puissent avoir de façon spontanée accès aux soins de santé.

Pour cela il sera mis en place un comité de veille qui va les encadrer, les entourer et qui va défendre leur droit. Signalons que c'est un projet qui complète les efforts des programmes nationaux de lutte contre le SIDA et les populations clés.

Elom

TOGO CELLULAIRE

LA SOLUTION

EN CAS DE VOL OU PERTE DE VOTRE MOBILE

Le nouveau service qui vous permet de sauvegarder votre répertoire SIM

service client : 888 www.facebook.com/Togocel www.twitter.com/togocel www.togocel.tg certifiée ISO 9001 : 2015 et ISO 14001 : 2015

VISITEZ VOTRE SITE WEB

www.republiquetogolaise.com

Application mobile : Togo officiel

Mieux promouvoir la bonne gouvernance dans les pays de la CEDEAO :

Les membres des sections nationales outillés pour un bon plaidoyer auprès des Etats

Après la rencontre d'Abuja et de Maputo où le foncier et l'éducation ont été identifiés et adoptés comme domaines prioritaires pour des actions collectives et un plaidoyer régional, les membres des sections nationales de Transparency International se sont retrouvés de nouveau à Lomé. C'était lors d'un atelier international qui a eu lieu les 13 ; 14 et 15 septembre 2017 à l'hôtel ONOMO. L'objectif de cet atelier qui a regroupé 12 pays de la CEDEAO, était d'outiller les membres sur un certain nombre de plaidoyer afin que chaque section puisse travailler de concert avec les Etats pour promouvoir la bonne gouvernance.

La mauvaise gouvernance est aujourd'hui l'un des facteurs d'inégalités et d'exclusion socio-économiques en Afrique de l'Ouest. Le développement ralenti que connaissent ces Etats de l'Afrique de l'Ouest peut s'expliquer d'une

part par l'effet de la corruption. Malgré la mise sur pied des réformes juridiques et institutionnelles au niveau des Etats membres de la CEDEAO, pour venir à bout de cette corruption, le mal persiste toujours sur le terrain. Ceci peut s'expliquer également par le manque de volonté politique de faire face à la corruption avec fermeté, le manque de contrôle efficace des citoyens. C'est face à ce souci que Transparency International présente dans 12 pays de la CEDEAO a jugé bon de "s'attaquer aux inégalités en Afrique de l'Ouest par une gouvernance transparente, redevable et participative".

Un projet qui a vu l'adhésion total de l'Alliance Nationale des Consommateurs et de l'Environnement (ANCE-Togo). C'est dans la poursuite de cet objectif, que s'est tenu l'atelier international de Lomé. Le but visé est de faciliter l'adoption d'une feuille de route pour des engage-



Photo de famille

ments de Transparency International avec les parties prenantes de la gouvernance foncière et des systèmes d'éducation dans l'espace CEDEAO de fournir une plate-forme d'échanges sur le plaidoyer anti-corruption dans les domaines du foncier et de l'éducation et enfin partager avec les sections nationales, partenaires de Transparency International des outils de suivi et plaidoyer relatifs aux Objectifs de Développement Durable

(ODD).

Selon Samuel Kaninda conseiller régional Afrique de Transparency International, l'éducation et le foncier représente deux secteurs clés pour le développement. D'après leur enquête, il ressort que ses deux domaines sont plus affectés par la corruption. Il a affirmé que son institution fera en sorte que la volonté politique soit plus exprimée à travers des actes concrets. Il a reconnu pour sa part qu'il y a des lois et institutions qui ont été mises en place pour lutter contre

la corruption dans tout son état, mais il faudrait selon Transparency International que ces lois et institutions puissent agir de façon concrète pour que la lutte contre la corruption puisse être effective. Fabrice Ebeh, directeur exécutif de l'ANCE-Togo, s'est estimé heureux pour cette rencontre de Lomé qui a permis d'outiller les sections nationales de Transparency International sur le

plaidoyer de lutte contre la corruption. Ce qui selon lui, permettra à chaque section de travailler de concert avec les Etats pour promouvoir la bonne gouvernance.

C'est le lieu pour lui de rappeler les efforts réalisés au plan national par le gouvernement en mettant en place des institutions à cet effet. Mais ce qui compte pour lui, c'est comment faire pour qu'ensemble ils puissent arriver à réduire au maximum le crime financier pour le bien de tout le monde.

Kodjovi

Congrès statutaires de l'Union des Fondateurs d'Ecoles Privées Laïques du Togo :

Le bureau invite l'Etat à leur venir en aide par une subvention

Le 15 septembre dernier l'Union des Fondateurs d'Ecoles Privées Laïques du Togo a tenu son deuxième congrès statutaire sous le thème : "l'enseignement privé laïc au service de la nation". Ce deuxième congrès qui s'est tenu à la salle de conférence de la SAZOF, a connu la participation de plusieurs fondateurs d'établissements venus de toutes les régions et préfectures du Togo.

Selon Sossou Koffi premier vice président de l'union des fondateurs des écoles privées laïques du Togo et fondateur du groupe scolaire Ste Fatima de Tsévié qui regroupe le primaire et le collège, les écoles privées laïques sont aujourd'hui confrontées à d'énormes difficultés qui sont liées à l'avènement de l'OTR surtout et de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale (CNSS).

Par rapport à son établissement, il a connu un redressement fiscal de l'OTR allant jusqu'à 6 millions de francs CFA. Un montant qu'il a jugé trop élevé pour un établissement qui œuvre pour le bien-être social. Pour lui en tant que premier vice président de l'union, il a affirmé que ce n'est pas que les fondateurs sont contre le paiement de l'impôt mais ils demandent à ce que le gouvernement puisse revoir ce cas de redressement fiscal qui selon lui représente une très grande charge de plus.

Autre souci auquel ils sont aussi



Photo de famille des participants

confrontés est celui de la caisse sociale où ils doivent assurer les enseignants qui dès fois ne font même pas un an avec eux et quittent après pour d'autres établissements. D'où une demande de subvention auprès de l'Etat. Ce qui les permettra de faire face à tous ces problèmes.

Pour le nouveau bureau qui a été mis sur pied, les membres ont promis de remobiliser les fondateurs d'écoles afin de résoudre le problème de disparité qui existe entre eux. Ils ont promis également de sillonner les régions, les préfectures pour organiser de nouvelles élections pour que chacun puisse se retrouver dans l'union comme en 2002. M. Bielo Madjatoum chargé de mission au ministère des enseignements primaires et secondaires représentant le ministre a signifié que le ministère veut aider les fonda-

teurs d'établissement à mieux harmoniser leur point de vue et à suivre le programme officiel pour ne pas pénaliser certains enfants. C'est l'occasion pour lui de féliciter le gouvernement pour l'effort qu'il a eu à faire dans le domaine de l'éducation.

Pour lui, un pas a été déjà amorcé par le ministère où les inspecteurs ont commencé par se diriger vers les établissements pour recycler les enseignants et suivre le programme. Par rapport à la recommandation des fondateurs, il a trouvé que c'est une bonne chose de subventionner les fondateurs d'établissement mais il faudrait aussi que ces fondateurs puissent se conformer aux textes pour qu'ils soient enregistrés au niveau du ministère afin d'étudier ensemble la faisabilité ceci pour le bien de tout le monde.

Elom

Diplomatie :

Un émissaire d'Al-Sissi et Serge Nguessan de la BAD, reçus au Palais de la Présidence



Le Conseiller diplomatique du Président égyptien reçu par Faure Gnassingbé

La diplomatie togolaise est toujours au beau fixe. Le chef de l'Etat SEM Faure Essozimna Gnassingbé a reçu jeudi le 14 septembre, M. Raouf Saad, Conseiller diplomatique du président égyptien Abdel Fattah Al-Sissi. Outre un message personnel du Raïs transmis à son homologue togolais, M. Saad a indiqué que le renforcement de la coopération dans de nombreux secteurs, entre Lomé et le Caire, a été le principal sujet de leurs échanges.

Au-delà des excellentes relations qui lient leurs deux dirigeants, marquées par leur ferme engagement contre le terrorisme, le Togo et l'Egypte travaillent à dynamiser leurs partenariats, aussi bien au plan continental qu'international.

Serge N'Guessan Représentant-résident de la BAD au Togo, en fin de mission dans le pays a fait ses adieux au chef de l'Etat SEM Faure Gnassingbé.

Ce fut l'occasion pour lui de se féliciter des grands projets, de l'engagement et de la vision du président togolais qui, sont des gages de décollage économique du Togo. " J'ai été très heureux d'échanger avec un chef d'Etat très engagé pour le développement de son pays", a déclaré M. Serge N'Guessan à sortie d'audience.

La BAD a été la première institution financière à reprendre en 2006 sa coopération avec le Togo.

Source :

repuilquetogolaise.com

Fermeture des portes de l'AGOA depuis le 10 août 2017 :

Un forum bien réussi qui représente un levier de prospérité pour le Togo

Après la réussite du sommet sur la sécurité, la sûreté maritime et le développement en Afrique, ce fut le tour du forum de l'AGOA qui a fermé ses portes depuis le 10 août 2017. Aujourd'hui ce forum a accouché d'importantes orientations aux populations togolaises. Des orientations qui ont été présentées aux publics le 05 septembre 2017 à l'hôtel Radisson Blu par le ministère du commerce et de la promotion du secteur privé, en collaboration avec la Cellule Nationale d'Organisation du Forum AGOA (CNOFA).

Pour ce Forum d'AGOA qui a réuni 38 pays africains et des délégations venus des USA, la rencontre selon EKOUE Dédé Ahoefa coordinatrice de la CNOFA a été une réussite au plan organisationnel et logistique, au plan stratégique et a permis de proposer des recom-

mandations fortes. Pour ce qui concerne l'organisation, les participants qui sont venus des pays Africains et des USA ont eu à reconnaître le dynamisme et l'intérêt qui ont animé les togolais tout au long de ce grand forum.

Sur le plan stratégique, ce forum représente un levier de prospérité à travers le commerce. Une prospérité qui passe par un partenariat entre les USA et l'Afrique.

En terme de recommandation, ce forum selon Dédé Ahoefa permettra dans les jours à venir d'accélérer, d'intensifier l'utilisation de l'AGOA pour générer des impacts en terme d'exportation mais aussi en terme de chiffres d'affaires de création d'emplois et d'amélioration des conditions de vie des populations des pays Africains. C'est un forum, il faut le dire, qui a



Les officiels lors de la cérémonie d'ouverture de l'AGOA 2017 (Photo archive)

permis d'avoir une visibilité du Togo comme pays d'excellence pour l'investissement, pour l'organisation de conférences internationales après celle de la sécurité et de la sûreté maritime. Il a permis aussi de donner d'autres opportunités économiques aux acteurs du secteur privé et

de la société civile qui ont eu à jouer un grand rôle tout au long de ce forum et qui ont saisi l'occasion pour faire du réseautage, du networking, et de tisser des partenariats qui permettront aux pays de générer plus d'affaires. C'est l'un des éléments qui est très important et qui renforce de

nos jours la capacité touristique du pays.

Pour ce qui est de l'acquis du visa textile que le Togo a décroché à l'issue de ce forum, Dédé Ahoefa n'a pas manqué de remercier le gouvernement Américain pour cet acte louable. Pour elle, le Togo n'est pas un pays qui produit du tissu moderne industriel mais a un très grand potentiel en termes de confection d'habit. Une preuve démontrée tout au long du défilé AGOA fashion week de Fall Touré qui a mis en avant toutes les potentialités artistiques en matière d'habillement et qui a vu la participation de 500 personnes. C'est l'occasion pour elle de remercier la ministre du commerce qui a fait un excellent travail en encourageant les opérateurs économiques à venir investir au Togo.

Junior

Violences au Sud-Kivu:

37 réfugiés burundais parmi les victimes

De nouveaux réfugiés arrivent au camp de Lusenda, dans le Sud-Kivu, où ils sont accueillis par la Commission Nationale des Réfugiés (CNR) et le Haut-Commissariat des Nations Unies pour les Réfugiés (HCR). (Photo d'illustration)

En RDC, le dernier bilan des violences qui ont éclaté vendredi 15 septembre à Kamanyola, au Sud-Kivu, fait état de 38 morts, dont 37 réfugiés burundais et un militaire congolais. C'est l'armée de la RDC qui a ouvert le feu. Joint par RFI, Ladislav Muganza, gouverneur de la province, affirme qu'elle a agi en légitime défense. Les forces de l'ordre ont été débordées par les demandeurs d'asile qui réclamaient la libération de quatre des leurs, explique-t-il.

Trente-sept Burundais, dont des femmes et des enfants, ont été tués vendredi après-midi à Kamanyola, dans des échauffourées avec les forces de sécurité congolaises. Leurs corps ont été enterrés ce dimanche en face de la base temporaire de la Monusco où des milliers d'autres ont trouvé refuge depuis.

A l'origine de la colère de ces demandeurs d'asile et réfugiés burundais, l'arrestation de certains d'entre eux, accusés d'avoir porté des armes et qui étaient sous le coup d'une expulsion vers leur pays d'origine. Pour le gouvernement congolais, il s'agit d'un groupe armé qui a échangé des tirs avec les militaires, en tuant un, et qui a attaqué un bureau de l'Agence nationale de sécurité (ANR).



De nouveaux réfugiés arrivent au camp de Lusenda, dans le Sud-Kivu

" Ce qui s'est passé à Kamanyola, ce sont des échauffourées entre des demandeurs d'asile et les services de maintien de l'ordre de la RDC ", déclare ainsi le gouverneur intérimaire de la province du Sud-Kivu, Ladislav Muganza. Avant-hier, on a arrêté quatre d'entre eux, au sud, et tous se sont soulevés comme un seul

homme pour aller libérer leurs frères. La police, débordée, a été renforcée par l'armée. "

Pour le gouverneur intérimaire se pose la question du statut de ce groupe de 2 000 Burundais qu'il souhaite relocaliser. " Ces demandeurs d'asile qui ont fui le Burundi en 2015 pratiquent une foi religieuse qui ne leur permet pas de se faire identifier. Cela pose un problème. Comment peut-on attribuer le statut de réfugié à quel-

qu'un qui refuse de se faire identifier ? interroge Ladislav Muganza. Ils décident de ne plus être regroupés dans un site dédié aux réfugiés. "

" Nous déplorons ce qui est arrivé. C'est vraiment épouvantable. Il faut que nous puissions prendre des dispositions pour mettre en place un mécanisme de gestion saine de ces demandeurs d'asile pour que cela n'arrive plus jamais ", estime encore le gouverneur.

De son côté, l'ONU dit enquêter sur un usage abusif de la force et se dit choquée par le nombre élevé de victimes. Un avis partagé par le Haut Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR). " A

Kamanyola, il y avait plus de 2 000 réfugiés burundais, des gens qui ont fui le pire. Selon ce que j'entends, il y avait des adeptes d'un groupe religieux qui demande de ne pas se laisser enregistrer biométriquement. Mais c'est un détail pratique. Dans les faits, il y a beaucoup de gens qui ont fui le Burundi, qui ont demandé le statut de réfugié et qui l'ont obtenu, remarque Andreas Kirchhof, porte-parole du HCR en RDC. Ils disaient être en insécurité au Burundi. C'est d'autant plus tragique que ces gens meurent en masse dans leur pays d'asile. Et c'est très important de faire une enquête sur ce qu'il s'est passé. "

Source : ©Rfi.fr

Afrobasket 2017:

La Tunisie s'offre le titre à domicile face au Nigeria

A domicile, la Tunisie est devenue une nouvelle fois championne d'Afrique de basket-ball ce samedi 16 septembre. Les Aigles de Carthage qui avaient mal débuté leur finale ont finalement repris le dessus dès le deuxième quart temps. La Tunisie, annoncée comme l'équipe à battre, n'a pas déçu devant son public au stade de Radès.

Chez elle, la Tunisie avait pris le dessus sur le Maroc en demi-finale (60-52). Et les Aigles de Carthage avaient besoin de tous leurs supporters face au Nigeria, tenant du titre et tombeur du Sénégal dans sa demie (76-71). Les fans ont été au rendez-vous



La Tunisie remporte l'Afrobasket 2017 à domicile

pour pousser leur équipe.

Zied Chennoufi très en vue

Pour sa première finale à domicile, la Tunisie, championne d'Afrique en 2011 à Madagascar, termine le premier quart temps avec 6 points de retard (8-14). Cinq ans après

palmarès.

Dans le deuxième quart temps, les Aigles de Carthage retrouvent leur élan (25-24), avant de conclure la troisième période avec une avance de 12 points (52-40). Une avance que le Nigeria ne parviendra jamais à

comblar dans le dernier quart. Il y a deux ans - au même endroit - les D-Tigers s'étaient déjà inclinés contre la Tunisie durant la phase de poules.

" La Tunisie est très solide, elle n'a pas encore perdu. Mais nous serons prêts à la défier ", avait pourtant déclaré Ike Diogu, l'homme providentiel du Nigeria, seul rescapé de la campagne victorieuse de 2015. Ce samedi, l'ailier fort de 34 ans a tenu son rang en inscrivant 20 points et en gobant 10 rebonds. Des statistiques qui lui ont valu le titre de MVP. En face, Zied Chennoufi a été le plus en vue avec 19 points et 9 rebonds.

Source : Rfi.fr

24 Nov.
11 Déc.
2017

14^{ème}
Foire
Internationale de
LOME

Foire de toutes les opportunités



Thème : Le numérique au service des affaires



CETEF - LOME

BP: 10056 Lomé - Togo
Tél:(00228) 22 35 07 27 / 90 31 76 37
Site web: www.cetef.tg / E-mail: ceteflome@cetef.tg



www.annuairestogo.tg



**Nous sommes l'outil
qu'il vous manque.**



Renforcez votre visibilité



Augmentez votre impact